

Communiqué de presse

Paris, le 08 juin 2026

Au cent deuxième jour de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le Service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les éléments suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Les événements survenus au cours des dernières quarante-huit heures témoignent de l'entrée de la crise régionale dans une phase plus sensible. Dans le contexte de la poursuite des tensions au Liban, dans le détroit d'Ormuz et dans le golfe Persique, l'Iran, les États-Unis et Israël se trouvent engagés dans une dynamique de confrontation maîtrisée mais à haut risque. Téhéran présente ses récentes actions contre le régime israélien comme une réponse aux violations répétées du cessez-le-feu ainsi qu'aux agressions régionales.

Au niveau des positions officielles, les autorités iraniennes ont réaffirmé que la défense des intérêts et de la sécurité nationale constitue une ligne rouge de la République islamique. Parallèlement, de nombreuses mises en garde ont été formulées concernant les violations du cessez-le-feu, les attaques américaines contre des navires iraniens dans la région, la poursuite des agressions israéliennes au Liban ainsi que la nécessité de répondre à toute nouvelle action portant atteinte au cessez-le-feu. L'approche privilégiée demeure celle d'une diplomatie active combinée au maintien d'une capacité de dissuasion militaire.

Sur le plan sécuritaire, le détroit d'Ormuz reste le principal foyer de tension. Les informations faisant état d'arraisonnements de navires, d'attaques contre des installations côtières, d'opérations de drones et de mouvements de forces militaires américaines montrent que cette voie maritime stratégique est devenue l'un des principaux points de friction et de tension dans la région. Dans le même temps, il semble exister une volonté partagée d'éviter que des incidents dispersés ne dégénèrent en une confrontation généralisée.

Sur le plan diplomatique, les consultations régionales et internationales se poursuivent de manière intensive. Le Pakistan continue de jouer un rôle actif de médiateur entre Téhéran et Washington. Les nombreux entretiens du ministre iranien des Affaires étrangères avec ses homologues d'Arabie saoudite, d'Égypte, d'Irak, de Turquie et du Pakistan ont notamment porté sur les derniers développements régionaux ainsi que sur les moyens d'empêcher une aggravation de la crise. Ces démarches reflètent les efforts déployés par les acteurs régionaux pour contenir les tensions et préserver la stabilité.

Aux États-Unis, l'ambivalence dans l'approche à l'égard de l'Iran et des intérêts de la communauté internationale persiste. D'une part, l'administration Trump poursuit sa politique de pression maximale, le maintien des sanctions et les obstacles au dialogue ainsi qu'aux accords potentiels. D'autre part, certaines déclarations récentes du président américain, notamment son opposition apparente à une riposte militaire israélienne à la suite de la récente réponse iranienne aux violations graves du cessez-le-feu par Tel-Aviv et Washington, ont été interprétées comme le signe des inquiétudes américaines face à un possible effondrement du processus diplomatique.

Les analyses et commentaires publiés dans les médias et centres de recherche occidentaux indiquent que de nombreux observateurs considèrent les développements récents comme un test de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Iran. Les rapports et études mettent l'accent sur les coûts économiques et sécuritaires de la poursuite de la crise, sur la vulnérabilité des marchés mondiaux ainsi que sur la complexification des négociations en cours. Dans le même temps, plusieurs cercles politiques et académiques américains mettent en garde contre une extension du conflit et ses répercussions sur l'économie mondiale.

Sur le plan économique, le marché de l'énergie demeure la variable la plus directement affectée par la crise régionale. La hausse des prix du pétrole, l'augmentation du risque géopolitique et les préoccupations liées à la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz continuent de peser sur les marchés internationaux. Néanmoins, l'ensemble des évolutions observées montre que, parallèlement à l'intensification des tensions sécuritaires, les efforts diplomatiques visant à empêcher une perte de contrôle de la situation se poursuivent avec détermination. L'évolution future de la crise dépendra avant tout du succès ou de l'échec de ces initiatives diplomatiques.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Mohammad Bagher Ghalibaf, Président du Parlement

Ils ne respectent ni le cessez-le-feu ni le dialogue et, à travers le blocus maritime et les violations des accords concernant le Liban, ils ont démontré qu'ils ne comprennent que le langage de la force.



Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères

À en croire les déclarations de M. Aoun, il semblerait que ce soit l'Iran qui occupe un cinquième du territoire libanais, qui ait déplacé un quart de la population du Liban et qui bombarde quotidiennement son pays.



Si le Liban avait été pour l'Iran un simple instrument de négociation, nous serions parvenus à un accord depuis longtemps.

Libérez le Liban de son véritable ennemi, Monsieur le Président !

Seyed Abbas Araghchi

Message publié à la suite du lancement de l'opération de missiles iranienne contre le régime israélien agresseur.



Seyed Abbas Araghchi

Le deuil inachevé de Minab

La douleur causée par la perte d'enfants est une douleur que les mots peinent à exprimer, en particulier lorsqu'il s'agit de petites filles et de petits garçons innocents qui, avec de modestes rêves et de grands cœurs, étaient entrés à l'école pour construire un avenir meilleur, mais sont devenus eux-mêmes des lumières dans le ciel. Parfois, ce sont les enfants qui écrivent l'histoire... et cette fois, les enfants de Minab sont devenus les témoins d'une blessure infligée à l'humanité, une blessure au sujet de laquelle les consciences éveillées demanderont à jamais : pour quel crime ont-ils été tués ?



Esmail Baghaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

Le ciblage des forces armées libanaises par l'ennemi israélien confirme une nouvelle fois que l'hostilité du régime occupant vise le Liban dans toutes ses composantes et toutes les catégories de sa population. Cet ennemi ne fait aucune distinction entre un soldat de l'armée, un combattant de la résistance ou un civil, pas plus qu'il ne distingue un enfant, une femme ou une personne âgée. Toute personne vivant sur cette terre est une cible de son agression, et l'ensemble du Liban est témoin de ses crimes.

Le martyr du général de brigade Wissam Sabra, du capitaine Élie Khoury et du soldat Hassan Ghazal lors d'une attaque aérienne israélienne brutale contre un véhicule militaire sur la route de Khardali constitue un crime manifeste contre le Liban, son armée et sa souveraineté. Il s'agit d'un message d'agression clair démontrant qu'Israël ne souhaite pour le Liban ni sécurité, ni stabilité, ni prospérité. J'adresse mes plus sincères condoléances aux familles des martyrs, au commandement de l'armée libanaise, à leurs compagnons d'armes ainsi qu'au gouvernement et au peuple libanais. Honneur et gloire aux martyrs, et honte à un ennemi qui ne connaît aucune limite dans les massacres, les agressions et les crimes commis contre autrui.



Esmail Baghaei

Il vend celui qui se tient à ses côtés et achète celui qui lui fait face.

Il abandonne celui qui l'a soutenu et apporte son soutien à celui qui l'a mis en difficulté.



Esmail Baghaei (dans un entretien accordé à CNN)

Les échanges de messages entre Téhéran et Washington se poursuivent par l'intermédiaire de médiateurs pakistanais. La principale difficulté des négociations avec l'actuelle administration américaine réside dans la nécessité de faire face à des positions en constante évolution, à des lignes rouges sans cesse déplacées ainsi qu'à des déclarations divergentes et contradictoires émanant de différents responsables américains. Cette situation rend l'ensemble du processus de négociation particulièrement difficile et complexe.

Bien que plusieurs sujets de désaccord subsistent dans les discussions, la question fondamentale est que les États-Unis doivent reconnaître les droits de l'Iran, notamment son droit à disposer d'un programme d'enrichissement nucléaire à des fins pacifiques dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).



Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales

Certains États de la région qui ont mis leur territoire et leurs moyens à la disposition de l'agression contre l'Iran ne sont pas en position de réclamer des compensations. Leur comportement relève de la responsabilité internationale et des règles relatives à la participation à un acte illicite et à



une agression. Ils doivent, à ce titre, réparer intégralement les dommages causés à l'Iran. Les avoirs de l'Iran ne constituent ni un butin de guerre pour Washington ni un fonds destiné à indemniser ses alliés. Toute saisie, tout transfert ou toute affectation de biens iraniens sans le consentement du gouvernement iranien constitue en soi un nouvel acte internationalement illicite.

L'Iran demeure fermement attaché à la défense des droits du peuple iranien, à la poursuite de la responsabilité internationale des auteurs de l'agression ainsi qu'à l'obtention d'une réparation intégrale des dommages résultant des actions illégales des États-Unis, et poursuivra ces démarches avec détermination.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran

Le ministère des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran condamne avec la plus grande fermeté l'attaque militaire menée par l'armée américaine, qualifiée de terroriste, aux premières heures du samedi 6 juin 2026 contre des installations radar et de surveillance côtière situées dans la région de Sirik et sur l'île de Qeshm. Ces installations ont pour mission d'assurer la sécurité des frontières du pays ainsi que la sécurité de la navigation dans les voies maritimes internationales. Cette action constitue, selon l'Iran, une violation flagrante du cessez-le-feu du 8 avril ainsi qu'une agression militaire contre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la République islamique d'Iran.



Cette action, qui s'inscrit dans la continuité des comportements hostiles et provocateurs des États-Unis à l'encontre de la République islamique d'Iran, témoigne du mépris total des autorités américaines pour les principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations unies. Les forces armées de la République islamique d'Iran, dans le cadre de leur droit inhérent à la légitime défense, ont répondu à cette agression avec vigilance, fermeté et détermination, empêchant ainsi la réalisation des objectifs poursuivis par ses instigateurs.

Les violations répétées du cessez-le-feu par les États-Unis démontrent une nouvelle fois que ce pays ne manifeste aucune volonté réelle de réduire les tensions ni de revenir à la voie de la stabilité. Au contraire, ses actions aventureuses exposent la région à de graves risques sécuritaires. La responsabilité de toutes les conséquences résultant de ces actes illégaux ainsi que de toute éventuelle escalade future incombera au gouvernement américain.

Tout en réaffirmant le droit légitime de l'Iran à se défendre conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies, le ministère des Affaires étrangères souligne que la République islamique d'Iran défendra avec tous les moyens à sa disposition sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts nationaux. Il appelle également les États de la région à respecter le principe de bon voisinage et à s'abstenir de permettre l'utilisation de leur territoire ou de leurs infrastructures pour la préparation ou l'exécution d'actes d'agression contre l'Iran.

Le ministère demande en outre au Secrétaire général des Nations unies, au Conseil de sécurité et aux autres institutions internationales compétentes de réagir de manière immédiate et efficace à la poursuite des violations du cessez-le-feu ainsi qu'aux actions illégales des États-Unis, et d'empêcher la banalisation croissante des violations de la Charte des Nations unies et des actes menaçant la paix et la sécurité régionales et internationales.

Délégation de la République islamique d'Iran au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Les attaques armées les plus lourdes, les plus vastes et les plus sans précédent jamais menées contre des installations nucléaires placées sous garanties de l'AIEA ont été dirigées contre l'Iran. Toute attaque ou menace visant de telles installations doit être interdite en toutes circonstances et sans aucune exception.



Relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI)

Aujourd'hui, quatre pétroliers en infraction, agissant sous l'incitation et la direction de l'armée américaine agresseuse, ont tenté de quitter illégalement le détroit d'Ormuz sans coordination préalable et en ignorant les avertissements répétés de la marine du CGRI. Après plusieurs sommations, l'un des pétroliers a été pris pour cible et immobilisé, tandis que les autres navires contrevenants ont fait demi-tour.



À la suite de cet incident, à 2 h 30 du matin, des drones américains ont frappé une tour de télécommunications à Qeshm ainsi qu'une autre à Sirik. En réponse à cette agression de l'armée américaine, deux bases aériennes américaines au Koweït — Ali Al Salem — ainsi que des installations stratégiques relevant de la Cinquième Flotte américaine à Bahreïn ont été visées par des missiles balistiques des forces aérospatiales du CGRI. Nous avertissons l'ennemi agresseur que si de tels actes se répètent, la réponse ne se limitera pas aux mesures déjà prises. Les conséquences d'une fermeture totale du détroit d'Ormuz aux exportations de pétrole et de gaz incomberont entièrement à ceux qui auront provoqué cette situation.

Relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI)

En réponse aux crimes de grande ampleur commis par le régime sioniste dans le sud du Liban, notamment les massacres et les déplacements forcés de populations civiles dans les régions de Tyr, Nabatieh et d'autres localités, y compris la banlieue sud de Beyrouth, la base aérienne de Ramat David, identifiée comme point de départ de ces attaques, a été prise pour cible par des missiles balistiques des forces aérospatiales du CGRI.



L'acceptation du cessez-le-feu le 8 avril était conditionnée à l'arrêt des hostilités sur l'ensemble des fronts. Or, comme à leur habitude, les États-Unis et le régime sioniste n'ont pas respecté leurs engagements : les agressions au Liban se sont poursuivies et le cessez-le-feu a également été violé par des actions répétées contre les côtes et les navires iraniens dans le détroit d'Ormuz, la mer d'Oman et l'océan Indien. L'opération menée cette nuit constitue un avertissement. En cas de nouvelles agressions, les réponses seront plus larges et viseront l'ensemble des objectifs américano-sionistes dans la région.

2. Actions contribuant à l'escalade des tensions

CENTCOM

- Les tirs d'avertissement effectués par l'Iran pour signaler sa présence aux navires américains en mer d'Oman et les contraindre à rebrousser chemin sont infondés.
- Les forces américaines ont intercepté, lors d'une opération nocturne, le navire « Davina », battant sans pavillon et soumis à sanctions, dans l'océan Indien.



- Ce navire avait été sanctionné en octobre 2024 en raison de ses liens avec le commerce pétrolier iranien. Le « Davina » est un superpétrolier doté d'une capacité d'environ deux millions de barils de pétrole brut.
- Depuis le début du blocus maritime imposé par l'Iran, 129 navires commerciaux ont modifié leur itinéraire et six navires ont été immobilisés. Le bâtiment d'assaut amphibie USS *Tripoli* traverse actuellement la mer d'Arabie afin de soutenir cette opération.

CENTCOM

Tôt dans la journée de dimanche, les forces américaines ont abattu deux drones suicides iraniens qui menaçaient, selon elles, la liberté de navigation internationale dans le détroit d'Ormuz.

Les forces américaines demeurent en état d'alerte et en posture défensive afin de continuer à faire face aux "actions agressives de l'Iran".



Président des États-Unis

Je ne souhaite pas que le Liban fasse partie d'un accord à court terme avec l'Iran. Dans aucun cadre de négociation, avant la conclusion d'un accord final, je n'envisagerai de réduire ou de lever les sanctions imposées à l'Iran.

Les parties sont très proches d'un accord définitif, mais les discussions ne sont pas encore parvenues à leur phase finale. Je souhaite ajouter une condition supplémentaire afin de garantir que l'Iran ne puisse contourner un éventuel accord.

Secrétaire américain à la Défense

Washington demeure concentré sur les négociations en vue de parvenir à un accord avec Téhéran. Certes, la situation actuelle correspond à un cessez-le-feu et le président Trump a clairement indiqué que certains incidents pouvaient encore survenir de manière ponctuelle.

Néanmoins, il reste pleinement engagé en faveur d'une solution négociée.



Sources sécuritaires irakiennes

Des mouvements aériens américains d'envergure ont récemment été observés à proximité du poste-frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite, dans l'ouest de la province d'Al-Anbar.



Ministre turc des Affaires étrangères

Le régime sioniste déploie tous les efforts possibles pour affaiblir, voire faire échouer, les négociations entre les États-Unis et l'Iran.

Nous appelons la communauté internationale à exercer des pressions sur Israël afin de garantir la poursuite des efforts de paix et des négociations en cours et d'éviter leur interruption.



3. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Chris Murphy, sénateur américain

Le président des États-Unis a été averti de deux réalités essentielles : premièrement, qu'en cas d'attaque militaire contre l'Iran, celui-ci pourrait fermer le détroit d'Ormuz et perturber gravement l'économie mondiale ; deuxièmement, qu'aucune campagne aérienne ne serait capable de détruire totalement le programme nucléaire iranien ni ses capacités balistiques et de drones.

L'Iran estime avoir déjà subi la plus forte pression et les attaques les plus importantes auxquelles il pouvait être confronté, tout en ayant démontré sa capacité de résilience. Il considère également que la conservation de près de 70 % de ses stocks de missiles lui confère une position favorable dans les négociations.



Bernie Sanders, sénateur américain

Je m'opposerai au projet de loi actuellement examiné par le Congrès, qui renforcerait davantage l'influence d'Israël au sein du complexe militaro-industriel des États-Unis.



Vatican News

Selon Vatican News, le pape Léon XIV, à l'occasion de son déplacement en Espagne, a condamné la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, la qualifiant de conflit que « beaucoup considèrent comme injuste ».

Le souverain pontife aurait également déclaré que « toute menace visant l'ensemble du peuple iranien est inacceptable » et que les attaques contre les infrastructures civiles sont contraires au droit international.



4. Couverture médiatique et analyses des centres de recherche concernant les développements en cours

Reuters

Selon plusieurs diplomates, les États-Unis préparent actuellement un projet de résolution destiné à la réunion de la semaine prochaine du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), visant à condamner l'Iran. Toutefois, ce projet n'a pas encore été officiellement distribué et son texte final n'a pas été rendu public.

Cette initiative pourrait compliquer davantage les négociations en cours entre Téhéran et Washington concernant la prolongation du cessez-le-feu ainsi que les questions nucléaires. Plusieurs diplomates, dont le représentant de la Russie auprès de l'AIEA, ont averti qu'une telle résolution pourrait entraîner une réaction négative de la part de l'Iran.



The Wall Street Journal

L'Iran veut de l'argent pour la paix – une perspective difficile pour Trump

Selon le journal, l'une des principales raisons de l'enlisement des négociations entre l'Iran et les États-Unis réside dans la volonté de Téhéran d'obtenir un accès rapide à des liquidités immédiatement disponibles. Sur le plan politique, l'acceptation d'une telle demande représenterait un risque important pour Donald Trump.

Une éventuelle libération des avoirs iraniens par l'administration Trump ferait l'objet de nombreuses critiques et serait comparée aux attaques que Donald Trump avait lui-même formulées à l'encontre de Barack Obama concernant les transferts financiers vers l'Iran. Trump avait auparavant promis de conclure avec Téhéran un « meilleur accord » que l'accord nucléaire existant.



Foreign Policy

La stratégie du "fou" de Trump a rencontré sa limite face à l'Iran

Depuis le début du second mandat présidentiel de Donald Trump, de nombreux observateurs ont estimé que celui-ci utilisait, ou menaçait d'utiliser, des actions imprévisibles dans le cadre de la « théorie du fou » afin d'intimider ses adversaires et de les contraindre à céder.

Toutefois, selon l'analyse de *Foreign Policy*, la réponse iranienne à l'opération « Colère épique » (*Epic Rage*) a mis en lumière une faiblesse majeure de cette stratégie : elle perd de son efficacité lorsqu'elle est appliquée face à un État prêt à adopter lui-même une logique similaire d'escalade.

L'article souligne qu'en réaction à l'attaque conjointe menée par les États-Unis et Israël, l'Iran a intensifié le conflit sur plusieurs fronts. Des missiles et drones iraniens ont visé des objectifs dans les pays du Golfe, tandis que Téhéran a pris la décision de fermer le détroit d'Ormuz au trafic maritime commercial.

Trump, qui considère généralement qu'il maîtrise l'escalade des tensions, se retrouve confronté à un adversaire prêt à aller plus loin encore dans cette escalade. Selon l'analyse, la résilience économique de l'Iran fait de ce pays une cible particulièrement difficile pour la mise en œuvre de la stratégie dite du « fou ».



The New York Times

Israël a franchi une ligne rouge en menant des activités de renseignement visant à obtenir davantage d'informations sur la position des États-Unis dans le cadre des négociations avec l'Iran. Selon un responsable américain, les opérations d'espionnage israéliennes ont échappé à tout contrôle au cours du second mandat du président Trump.



Sondage de la Brookings Institution

La majorité des citoyens américains estime que la guerre contre l'Iran n'a pas seulement été dépourvue de bénéfices clairs pour les États-Unis, mais qu'elle a également porté atteinte aux intérêts du pays en augmentant les coûts économiques, en accentuant la pression sur les ménages et en renforçant les inquiétudes liées à un conflit prolongé. L'une des principales conclusions de cette étude met en évidence une forte préoccupation de l'opinion publique américaine quant aux conséquences économiques de la guerre.



The Guardian

Le président des États-Unis affirme avoir mis fin aux guerres, mais l'examen de la situation en Ukraine, à Gaza, en Iran et au Liban révèle les conséquences de son manque d'intérêt pour la diplomatie et de sa volonté d'obtenir des résultats rapides. L'incapacité de Donald Trump à préserver les cessez-le-feu dans plusieurs conflits et crises actuels à travers le monde constitue l'un des symptômes du nouveau désordre international, dont les populations civiles supportent le coût principal.



Newsweek

Bien que les États-Unis et Israël aient ciblé dès le début du conflit des responsables politiques et militaires ainsi que des infrastructures iraniennes, l'Iran a non seulement évité tout effondrement, mais a également réussi à accroître le coût de l'agression adverse par différents moyens. Cent jours après le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, de nouvelles évaluations au sein des milieux politiques et sécuritaires occidentaux indiquent que, contrairement aux attentes initiales, ce conflit n'a pas débouché sur une victoire décisive de Washington et s'est transformé en l'un des défis stratégiques les plus complexes auxquels est confrontée l'administration de Donald Trump.



Air & Space Forces Magazine

Les États-Unis ont perdu un nombre important de drones MQ-9 Reaper dans le cadre de la guerre contre l'Iran ainsi que lors des opérations liées au Yémen. Selon l'un des rapports publiés, « près de trente » drones MQ-9 auraient été détruits au cours des opérations menées contre l'Iran. La valeur unitaire d'un MQ-9 est estimée, selon les versions et les méthodes de calcul retenues, entre 16 et 30 millions de dollars. Ainsi, la perte de 24 à 30 appareils représenterait un coût total compris entre plusieurs centaines de millions et près d'un milliard de dollars.



Des rapports jugés crédibles indiquent également que l'US Air Force cherche à acquérir des drones supplémentaires afin de compenser ces pertes. Elle envisagerait même l'achat de certains

des derniers MQ-9A encore disponibles, ce modèle n'étant plus produit en série dans sa configuration d'origine.

5. Situation du marché de l'énergie et conséquences de la crise régionale

Au cours des deux derniers jours, le marché mondial de l'énergie a de nouveau été fortement affecté par l'aggravation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les actions jugées déstabilisatrices du régime sioniste et des États-Unis, ainsi que la riposte de l'Iran, ont accru les inquiétudes concernant la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz. Cette situation a introduit une nouvelle prime de risque sur les marchés pétroliers et gaziers, entraînant une hausse des prix sur les marchés internationaux. Les investisseurs suivent désormais plus que jamais les évolutions militaires et politiques de la région, considérées comme le principal facteur influençant les tendances du marché de l'énergie.

Le marché pétrolier a réagi de manière significative à ces développements. Le 8 juin, le prix du Brent s'est établi entre 96 et 97 dollars le baril, enregistrant par moments une hausse supérieure à 4 %. Le West Texas Intermediate (WTI) a également dépassé les 93 dollars le baril. Cette augmentation reflète principalement les inquiétudes des opérateurs quant à d'éventuelles perturbations supplémentaires de l'approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient ainsi qu'aux restrictions pesant sur la circulation des pétroliers dans les principales routes d'exportation de la région.

Le détroit d'Ormuz demeure le principal sujet de préoccupation pour les marchés. Cette voie maritime stratégique assure une part considérable du commerce mondial du pétrole et du gaz, de sorte que toute menace pesant sur sa sécurité pourrait avoir des conséquences majeures sur l'approvisionnement énergétique mondial. Bien que les marchés se soient partiellement habitués à un environnement à risque élevé ces dernières semaines, les nouvelles attaques et les informations relatives aux menaces sécuritaires autour du détroit ont entraîné le retour d'une « prime de risque géopolitique » dans les prix du pétrole.

Le marché du gaz naturel et du gaz naturel liquéfié (GNL) n'a pas échappé à ces tensions. Les inquiétudes concernant les exportations de GNL du Qatar ainsi que la possibilité de nouvelles restrictions dans le transport maritime ont conduit les acheteurs asiatiques à adopter une attitude plus prudente dans l'acquisition de cargaisons sur le marché au comptant. Les analystes avertissent qu'en cas de prolongation de la crise, les coûts d'importation du GNL en Asie et sur certains marchés européens pourraient augmenter sensiblement, accentuant la pression sur les consommateurs d'énergie.

Du côté de l'offre, l'OPEP+ a tenté d'apaiser les marchés en augmentant ses quotas de production. L'alliance a récemment approuvé une hausse de sa production pour le quatrième mois consécutif. Toutefois, de nombreux analystes estiment que tant que les risques liés au détroit d'Ormuz persisteront, ces augmentations nominales ne suffiront pas à dissiper les inquiétudes des marchés. Selon les acteurs du secteur, le principal problème ne réside pas dans la capacité de production, mais dans la possibilité d'acheminer le pétrole en toute sécurité vers les marchés internationaux.

Les marchés financiers ont également réagi négativement à ces développements. Les indices boursiers des pays du Golfe ainsi que de nombreuses places financières asiatiques ont subi des pressions, tandis qu'une partie des capitaux s'est orientée vers des actifs jugés plus sûrs. La hausse des prix de l'énergie, conjuguée à la crainte d'une intensification des tensions, alimente de nouveaux risques inflationnistes pour l'économie mondiale et pourrait avoir des répercussions sur les politiques monétaires des principales banques centrales.

Dans l'ensemble, les perspectives à court terme du marché de l'énergie demeurent orientées à la hausse et marquées par une forte volatilité. Toute extension du conflit ou toute perturbation

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de l'Arabie saoudite

Seyed Abbas Araghchi et le prince Fayçal ben Farhane ont échangé leurs points de vue concernant la réponse des forces armées iraniennes aux violations du cessez-le-feu du 8 avril ainsi que sur la poursuite des actions agressives du régime sioniste contre le Liban et la région.



Entretien téléphonique des ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de l'Irak

Lors d'un entretien téléphonique, Seyed Abbas Araghchi et Fouad Hussein ont examiné la réponse de la République islamique d'Iran aux violations répétées du cessez-le-feu du 8 avril ainsi qu'à la poursuite des actions agressives du régime sioniste contre le Liban.



Entretiens téléphoniques du ministre iranien des Affaires étrangères avec ses homologues de la France et du Qatar

Seyed Abbas Araghchi s'est entretenu séparément avec Jean-Noël Barrot et le cheikh Mohammed ben Abdulrahman Al-Thani au sujet de la réponse de la République islamique d'Iran aux violations répétées du cessez-le-feu sur le front libanais par le régime sioniste, ainsi que des derniers développements régionaux.



7. Participation massive et continue de la population

Kermanshah





Téhéran





**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

Commémoration de la Journée internationale des enfants victimes de guerre – Hommage aux enfants martyrs de l'école primaire de Minab- Dimanche 7 juin 2026

